

Avril 2009

 Noël OBOTELA Rashidi

REPUBLIQUE DEM. DU CONGO

Assemblée Nationale : un renouvellement au forceps

Après la démission forcée du Président de l'Assemblée Nationale, M. Vital Kamerhe, désavoué par sa famille politique, le 23 mars 2009, et précédée de celle de tous les membres du Bureau, il fallait tout naturellement renouveler celui-ci. Mais, cela ne s'est pas fait sans heurts !

En effet, les modalités pour l'élection du nouveau Bureau ont divisé les honorables députés de deux camps, voire ceux de la Majorité présidentielle, lors de la plénière du 2 avril 2009. Grâce à la concertation entre les Présidents des Groupes parlementaires, la question sur la constitution du nouveau Bureau a pu être réglée.

La séance du 7 avril 2009 a mis fin aux «déchirements» et admis que le Bureau sortant organise les élections, mais sous la direction d'un Groupe technique. Sa formation a été fixée par la Résolution n° RDC/AN/P/CP/VK/TD/2009 du 7 avril 2009. Ce Groupe est constitué de 13 membres désignés par les Groupes parlementaires, en raison d'un membre par Groupe et d'une personne pour les non-inscrits (article 2). Cette formule médiane découlerait de la psychose qu'inspire

 Historien, Professeur à l'Université de Kinshasa.

souvent la «dynamique de la plénière». D'aucuns n'ont guère oublié l'élection du Bureau de la Chambre Haute.

Le calendrier établi à cet effet se présente comme suit :

- du 11 au 13 *avril* 2009 : dépôt des candidatures ;
- le 14 *avril* 2009 : affichage des noms des candidats ;
- les 15 et 16 *avril* 2009 : campagne électorale ;
- le 17 *avril* 2009 : élection et proclamation des résultats ;
- le 20 *avril* 2009 : installation des élus, remise-reprise entre l'équipe sortante et le Bureau entrant.

Pour les sept postes du Bureau, il y a eu, au départ, près de 60 candidats. En dépit de quelques désistements, 50 d'entre eux ont maintenu leurs candidatures. Cette course vers le Bureau est-elle motivée vraiment par l'intérêt de la Nation ? Les promesses faites avant le vote par les candidats indiqueraient le contraire. Cependant, le vin étant tiré, il faut le boire.

Les opérations électorales débutées dans l'après-midi du 17 *avril* 2009 ont pris fin le lendemain à 10h00 ! Les députés ont ainsi vécu la nuit la plus longue. La liste des élus se présente comme suit :

- *Président* : Evariste Boshab (PPRD)
- *1^{er} Vice-Président* : Boris (ARC)
- *2^e Vice-Président* : Georgine Madiko (PALU)
- *Rapporteur* : Wildor Makomero (PPRD)
- *Rapporteur-Adjoint* : Sophie Kakudji (UNAFEC)
- *Questeur* : M. Dieudonné Bolengetenge (MSR)
- *Questeur-Adjoint* : Robert Bopolo (PDC)

Elu avec 329 voix sur les 484 députés présents, Evariste Boshab a fait le plein des suffrages de l'Alliance de la Majorité Présidentielle (AMP). La consigne de vote aurait été scrupuleusement respectée. Des rappels à l'ordre adressés aux membres de l'AMP ont eu raison des velléités de rébellion enregistrées, dès le 16 *janvier* 2009, du côté de certains membres.

Où étaient passés les « 260 » pétitionnaires d'alors ? Le triomphalisme observé après ces élections durera-t-il combien de temps ? L'opposition saura-t-elle dépasser son gap numérique par une prestation efficiente ? La Convention pour la Défense de la Démocratie et la République créée par Vital Kamerhe saura-t-elle s'affirmer ?

Le renouvellement du Bureau n'aura pas fait que des heureux. Au sein du camp présidentiel, les « indisciplinés », les « traîtres » et autres « réfractaires » doivent déjà trembler. Il en est de même de la *Radio France Internationale* qui risque de payer la « trop large part » accordée aux informations relatives à la RD Congo. La *RFI* est encore accusée d'intoxiquer l'opinion depuis plusieurs mois et de tourner en dérision tous les efforts du Gouvernement.

L'inévitable remaniement de l'Exécutif qui pourrait intervenir très prochainement va certainement annoncer « le nettoyage des écuries d'Augias ». La vengeance, dit-on, n'est-elle pas ce plat que l'on déguste à froid ? Les éléments du décor de la scène *post-17 avril* ont été livrés lors du point de presse tenu, le 22 avril 2009, par M. Louis-Léonce Koyagialo, Secrétaire Exécutif-Adjoint de l'AMP, en présence de Lambert Membe (Ministre de la Communication et des Médias), Kamitatu Etsu (Ministre du Plan), Kin-Kiey Mulumba, Nkulu Mwenze, Tshibangu Kalala et Jean Mbuyu (tous députés nationaux). Le cas de l'UDEMO, de Vital Kamerhe et d'autres « déviationnistes » a été confié à une « Commission des sages pour examen » !

Entre-temps, le PANU de Futa André-Philippe vient d'exclure, le 23 avril 2009, trois de ses députés.

Nkunda sème la confusion

En résidence surveillée à Gisenyi (Rwanda), *depuis janvier 2009*, l'homme du CNDP a sollicité, par l'entremise de ses avocats, sa libération pour « arrestation sans motif valable » !

Le Tribunal de Grande Instance de Gisenyi s'est déclaré, le 20 avril 2009, incompetent pour traiter ce dossier. Le Juge a affirmé ne disposer d'aucune trace de l'incarcération de Laurent Nkunda dans une prison rwandaise. L'avocat de l'intéressé a interjeté appel.

La question frontalière, une hantise pour la RD Congo

Le Premier ministre congolais, M. Adolphe Muzito, a effectué, le 21 avril 2009, une visite-éclair de quelques heures à Luanda (Angola). Le dossier des frontières communes a été largement évoqué au cours de la rencontre avec des officiels angolais. M. Adolphe Muzito a plaidé pour la coexistence pacifique et la politique de bon voisinage. Pour son homologue angolais, Paulo Kassoma, « certains problèmes frontaliers exigent la création d'une Commission technique ».

Pour rappel, des militaires angolais ont occupé il y a près de deux années des villages dans le Territoire de Kahemba (Bandundu). Et cette année encore, ils ont recidivé en investissant deux villages (Kuzi et Sava) dans le Territoire de Mbanza-Ngungu, Province du Bas-Congo. La guerre des frontières est loin de se terminer.

Violant l'Accord bilatéral conclu, le 28 février 2008, avec la RD Congo, des militaires sud-soudanais ont pris pied, en ce début avril 2009, dans le village de Kimba (à plus de 350 km au Nord de Bunia dans le Territoire d'Aru). Dans quelle province sera la prochaine occupation ?

En dépit des opérations conjointes, l'insécurité règne à l'Est et au Nord-Est de la RD Congo

Les dépêches en provenance de l'Est et du Nord-Est du pays indiquent un certain regain de violences, œuvre des Forces rebelles résidentielles. Les populations demeurent en permanence sur le qui-vive, craignant les exactions des rebelles. Dans le Kivu, les FDLR et leurs alliés ont pris du poil de la bête en s'illustrant par des attaques contre les villageois.

En Ituri, certains groupes armés reprennent et poursuivent leurs attaques. Les démobilisés d'hier gagneraient les bandes qui émergent. Dans le Nord-Est, les éléments de la LRA opèrent toujours.

Le sort des milliers des déplacés préoccupent le HCR. Comme le PAREC à Kinshasa et dans le Nord-Katanga, une ONG norvégienne a lancé, le 2 avril 2009, l'opération « armes contre tôles » à Rutshuru. Espérons que cette action donnera à certains déplacés un toit.

La reprise économique-financière reste hypothétique

Face à la surchauffe sur le marché, la Banque Centrale du Congo a entrepris, dès le 13 avril 2009, les opérations de vente des devises. Il s'agit de résorber les 57 milliards de FC en circulation sur le marché. Pour parer à tout, le Gouvernement a gelé toutes les dépenses publiques, sauf celles en rapport avec la dette extérieure.

Depuis le début de l'année 2009, la situation économique-financière est mauvaise. Les indicateurs économiques demeurent constamment au rouge. La monnaie nationale se déprécie par rapport au dollar américain. Le coût de la vie augmente et le pouvoir d'achat des ménages diminue.

Les Congolais avaient fondé leurs espoirs sur la revisitation des contrats miniers. Sur les 61 compagnies d'exploitation minière identifiées, seuls 6 contrats peuvent être renégociés ! Ce résultat paraît décevant !

Un autre problème majeur consiste à trouver un compromis en vue de conclure avec le Fonds Monétaire International (FMI) le deuxième Programme du Gouvernement (PEG II). C'est la voie obligée pour la RD Congo de parvenir à ce fameux point d'achèvement de l'Initiative PPTE. Deux préalables doivent être remplis, à savoir : être capable de combler le déficit budgétaire de 105 millions USD et donner des précisions sur la soutenabilité des contrats chinois.

Le FMI serait prêt à soumettre le dossier de la RD Congo à une procédure exceptionnelle, nonobstant ses critères parfois draconiens. Cela pourra aider la RD Congo à sortir du borbier.

AFRIQUE

L'*AFRIQUE DU SUD* a participé, *fin mars*, au Sommet du G 20 en qualité de porte-parole du continent noir. Cette auréole internationale n'a pas occulté les événements internes. En date du 6 *avril 2009*, la Justice sud-africaine a abandonné ses poursuites contre Jacob Zuma, Président de l'ANC et candidat à la Présidence de la République. Des charges de corruption pesaient sur lui depuis longtemps.

Cette décision de Justice permet à Zuma de postuler sans atermoiements le poste du Président de la République. L'ANC a remporté les élections générales et législatives organisées, le 22 *avril 2009*.

Au *BURUNDI*, l'ex-rébellion des Forces Nationales de Libération (FNL) a déposé les armes pour se muer en parti politique. Cette décision a été prise au cours d'une cérémonie organisée, dans la nuit du 21 au 22 *avril 2009*. L'ancien leader de ce mouvement, Agathon Rwasa, a été démobilisé, le 18 *avril 2009*.

Noël OBOTELA Rashidi